



LE G8, UN ANACHRONISME ?

Karoline Postel-Vinay

Directrice de recherche au CERI-Sciences Po/CNRS

A-t-on encore besoin du G8 ? Le sommet qui se tiendra les 26 et 27 mai 2011 à Deauville ne fera-t-il pas double emploi avec la réunion du G20 prévue cet l'automne ? Le G7, devenu G8 après la guerre froide, a longtemps été le club des pays les plus riches réunis autour d'un agenda qui s'est progressivement élargi du socio-économique au sécuritaire. Cette raison d'être ne semble plus avoir de sens aujourd'hui. Le Groupe des Huit ne reflète plus la réalité économique de la planète : la Chine, deuxième puissance économique mondiale, n'en fait pas partie. Nombre de questions qu'il traite – telles la coopération avec l'Afrique, la croissance verte et l'économie durable, la gestion de l'énergie – recourent désormais l'agenda du G20. Au sein même du G8, il n'y a pas de véritable consensus sur l'utilité de ce club. Le Président Nicolas Sarkozy, chargé cette année d'animer le Sommet, a fait preuve d'une neutralité manifeste à ce sujet. Le groupe est-il condamné, ou a-t-il encore de beaux jours devant lui ? « L'avenir tranchera » a sobrement commenté le président français lors d'une conférence en août 2010. Pourquoi ne pas trancher ? Pourquoi ne pas simplement mettre fin au G8 et réaliser ainsi de considérables économies d'argent et de temps ? La question est en réalité moins simple qu'il n'y paraît. Car, tout d'abord, le G8, ou plus précisément le G7+1, constitue un héritage historique qu'il n'est pas si facile de dépasser. Ensuite, et les données sont liées, les dimensions purement politiques du dialogue du groupe des 7+1 – dans la mesure où le politique est effectivement dissociable de l'économie – ne peuvent être abordées de la même manière par l'ensemble des pays du G20.

On tend à oublier combien le G7, voire le G7+1, est un pur produit de la guerre froide. À l'origine, ce fut le « Groupe de la bibliothèque » (The Library Group). Au printemps 1973, le secrétaire d'État au Trésor américain, George Schultz, invita ses homologues britannique, français et allemand, à un échange de vues informel sur la finance et l'économie internationales, dans la bibliothèque de la Maison Blanche. Ni ordre du jour ni notes ni comptes rendus ne furent produits. Le concept évolua, sous l'impulsion de Valéry Giscard d'Estaing, pour devenir, en 1975, une rencontre plus officielle de chefs d'État et de gouvernement. Ils étaient six en 1975 à Rambouillet, puis sept l'année suivante : aux quatre pays du « Groupe de la bibliothèque » s'ajoutèrent successivement le Japon, l'Italie et le Canada. Le G7 se présenta comme la tête pensante, parce que puissante, du camp de l'Ouest dans un monde bipolaire. La Déclaration de Rambouillet (17 novembre 1975) indiquait que le Groupe était uni, non seulement par le partage des responsabilités qu'entraîne la puissance, mais aussi par une communauté de valeurs. Il y était rappelé que chacun des membres était responsable « de la conduite d'une société ouverte, démocratique, profondément attachée à la liberté individuelle et au progrès social ». Lorsqu'en 1997 Bill Clinton ouvrit officiellement la porte du G7 à la Russie de Boris Eltsine, ce fut avant tout un geste politique : un hommage au premier président russe élu démocratiquement, par ailleurs opposant héroïque aux putschistes communistes d'août 1991 et signataire du premier accord entre Moscou et l'OTAN. L'intégration de la Russie au G7 fut une manière de célébrer la « victoire » de l'Ouest sur l'Est. En ce sens, le G8 est *a fortiori* un produit de la guerre froide. Sauf pour la question, certes non négligeable, du désarmement, la présence de la Russie dans ce club n'a pas de pertinence particulière, ni économique ni politique, au regard de l'état du monde contemporain. Mais dans le domaine de la diplomatie internationale, les cercles ont tendance à s'élargir, bien moins souvent à se réduire. La décision, annoncée par le gouvernement canadien en novembre 2009, de revenir « aux racines du G7 » et de tenir la prochaine réunion des ministres des Finances du G8 sans la Russie, fut, sans surprise, mal reçue à Moscou. Or le caractère bancal d'une telle décision – à la fois rationnelle et diplomatiquement risquée – met en évidence la complexité du problème que pose le G8 à la gouvernance mondiale.

Si l'on s'en tient aux critères stricts de la puissance économique, le G20 est une photographie à peu près exacte des grands acteurs de la planète. À quelques incongruités près. On peut par exemple se demander pourquoi l'Europe est représentée à la fois par les trois membres européens du G8 et par l'Union européenne (vingtième membre à part entière du Groupe des vingt). On peut aussi remarquer que l'Argentine, l'Arabie Saoudite et l'Afrique

du Sud ne font pas partie des dix-neuf premières économies nationales. On pourra répondre, peut-être avec plus de facilité qu'à propos de l'Europe, que l'inclusion de ces derniers améliore la représentation de l'Amérique latine, du monde arabe et de l'Afrique. La relative cohérence économique du G20 peut donc justifier la mission que celui-ci s'est donnée : être un forum de coordination monétaire et financière, de coopération sur les questions de protection sociale et d'aide au développement. Mais peut-on si aisément dissocier l'économie du politique ? Et si oui, pourquoi confierait-on au G8 – comme on tend à le dire pour en soutenir la pérennité – l'agenda politique de la planète ? Quelle légitimité aurait-il dans ce domaine alors qu'en sont absents notamment le Brésil et l'Inde, deux pays dont l'ouverture politique et le dynamisme économique font des partenaires incontournables de la nouvelle scène diplomatique ? Des réponses à ces questions ont été proposées depuis une dizaine d'années par les présidences successives du G8 – japonaise, française et britannique – qui ont débouché sur l'établissement d'un dialogue dit « *Outreach 5* » avec le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique et l'Afrique du Sud. Cependant, aller jusqu'au bout d'une réforme du G8, c'est prendre le risque d'ouvrir une boîte de Pandore. Cela revient en effet à se demander, pour les membres du vieux G7, les démocraties riches de la guerre froide, quels partenaires pourraient se joindre à leur dialogue. L'époque du conflit Est/Ouest rendait la cooptation assez aisée, les pays les plus développés et les démocraties étant à peu près les mêmes.

Quand on considère les points les plus politiques de l'ordre du jour du G8 – contrôle de l'armement et de sa prolifération, Afghanistan, Moyen-Orient élargi et Afrique du Nord, anti terrorisme –, on peut comprendre que les Européens et les Nord-Américains soient tentés de discuter de ces questions « entre soi », comme au temps des réunions informelles entre puissants, en petit comité confortable au coin du feu de la bibliothèque de la Maison Blanche. Mais ce temps-là est révolu. Le monde démocratique aurait pourtant besoin d'une instance de consultation politique où le dialogue est d'autant plus fructueux que les interlocuteurs représentent des États dont la souveraineté reflète au plus près celle du peuple. L'ONU, aussi indispensable soit-elle, ne peut pas remplir ce rôle. Le véritable défi du G8 est de pouvoir réinventer un espace de discussion où les valeurs démocratiques prônées à Rambouillet en 1975 seront, non seulement toujours défendues, mais encore renforcées dans leur ambition universaliste.